

Notes sur les auteurs

Volume 18, numéro 2, 1999

Démocratie et réseaux de communication

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040188ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040188ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1999). Notes sur les auteurs. *Politique et Sociétés*, 18(2), 173–174.

<https://doi.org/10.7202/040188ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1999

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

NOTES SUR LES AUTEURS

Jean-François Casile est enseignant-chercheur en droit privé à l'Université de Picardie Jules Verne. Ses recherches portent sur la fraude informatique et plus spécifiquement sur la réception des NTIC en droit pénal français. Il est l'auteur de « Quel régime de responsabilité civile pour le fournisseur d'accès à Internet ? », *Expertises des systèmes d'information*, décembre 1998, n° 221, p. 385-392 et janvier 1999, n° 222, p. 432-435 ; et avec Stéphane Miannay, « Le droit de l'Internet existe-t-il ? Ébauche de réflexion sur les aspects juridiques de l'Internet », *Revue Camerounaise de Relations Internationales*, 1999, vol. 1, 1^{er} trimestre.

Anne-Marie Gingras est professeure agrégée au département de science politique de l'Université Laval. Ses travaux portent sur la communication politique, en particulier sur le rôle des médias, l'argumentation, l'opinion publique et les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Elle est l'auteure de *Médias et démocratie. Le grand malentendu* (1999) publié aux Presses de l'Université du Québec. Elle a aussi publié dans *Hermès*, *Politique et Sociétés*, *The Canadian Journal of Communication* et *Communication*. Avant d'être professeure, elle a occupé diverses fonctions au sein des administrations fédérale et québécoise, dont celle d'enquêtrice à la Commission canadienne des droits de la personne.

Marc Lemire prépare un doctorat au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Il participe activement aux travaux du Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale (GRICIS). Ses recherches actuelles portent sur la dimension sociopolitique du processus de mise en place des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le secteur de la santé.

Stéphane Miannay est attaché temporaire d'enseignement et de recherche en droit public à l'Université de Picardie Jules Verne. Sa recherche de doctorat a trait aux restrictions à la liberté d'expression en droit de la communication. Il a publié *Les médias et l'intimité. L'exemple de Lovin'Fun* (mémoire de DEA soutenu en 1995 sous la direction de J. Chevallier) ; « Servir les jeunes en se servant ». Remarques sur les (ré-)appropriations de l'émission de libre expression Lovin'Fun », dans *La politique ailleurs*, Paris, CURAPP-PUF, 1998 ; et avec Jean-François Casile, « Le droit de l'Internet existe-t-il ? Ébauche de réflexion sur les aspects juridiques de l'Internet », *Revue Camerounaise de Relations Internationales*, vol. 1, 1^{er} trimestre 1999.

Maryse Potvin est chercheuse associée au *Programme de recherche sur la racisme et la discrimination* du Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal (Ceetum). Elle a publié plusieurs rapports et articles sur le racisme et sur l'expérience des jeunes de deuxième génération haïtienne (Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, *Sociologie et sociétés*, *Canadian Ethnic Studies*, *Cahiers de recherche sociologique*, *Revue internationale des sciences administratives*). Elle termine sa thèse de doctorat en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales sous la direction d'Alain Touraine. Elle est responsable de deux projets de recherche au Ceetum, subventionnés par Patrimoine Canada (1998-1999 et 1999-2000) : « Les jeunes de la deuxième génération haïtienne au Québec : expérience du racisme et identités transnationales » et « Les dérapages racisants à l'égard du Québec au Canada anglais depuis 1995 ».

Thierry Vedel est chercheur CNRS au Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF) à Paris. Il enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris ainsi qu'à l'Institut français de presse (Université de Paris 2). Il a mené de nombreux travaux sur les politiques publiques des nouvelles technologies de communication dans les pays industrialisés. Ses recherches actuelles portent sur la démocratie électronique. Publications les plus récentes : « De la régulation internalisée à la régulation externalisée dans les télécommunications », *Droit et Société*, n° 41, 1999, p. 47-62. « Franco-German Relations in Telecommunications Policy » (en coll. avec Volker SCHNEIDER), in Douglas WEBER (ed.), *The Franco-German relationship in the European Union*, London, Routledge, 1999. « Nouvelles technologies de communication et nouveaux médias » in Claude-Jean BERTRAND (dir.), *Médias. Introduction à la presse, la radio et la télévision*, 2^e édition, Paris, Éditions Ellipses, 1999.